

Comité technique Paritaire du 31 mars 2008
Déclaration de la fédération FO de l'enseignement.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Nous dénonçons à nouveau solennellement le report sur décision du ministre M. Darcos des opérations de carte scolaire, habituellement traitées en janvier-février pour la rentrée suivante.

Un tel report pour raison d'élections politiques est un fait sans précédent !

Nous dénonçons cette situation qui pèse sur les personnels administratifs comme sur les représentants du personnels et qui ne sera pas, en outre, sans conséquence sur les opérations du mouvement départemental.

Nous n'acceptons pas la dotation de moins 5 postes pour notre département qui ne permet pas de faire face aux besoins d'ouvertures de classes et de postes :

- pour alléger les effectifs dans les classes,
- pour assurer la formation et la présence partout d'enseignants spécialisés pour prendre en charge les élèves en difficulté et handicapés que toutes les écoles scolarisent aujourd'hui,
- pour assurer les remplacements et les décharges de direction...

Nous n'acceptons pas la dégradation des conditions de travail des élèves et des maîtres par l'augmentation des effectifs par classe et par la situation dramatique des remplacements en particulier, ainsi, les heures obligatoires dues aux élèves ne sont plus assurées et les premières victimes sont les élèves et les collègues de maternelle.

Nombreux sont les enseignants, les parents et les citoyens qui constatent aujourd'hui le sabotage de l'école républicaine organisé par ce ministre et ce gouvernement en application des directives de l'Union Européenne.

Les mesures gouvernementales annoncées pour la rentrée 2008, notamment la suppression de deux heures d'enseignement par semaine aux élèves et l'organisation de prétendus stages de remise à niveau pendant les vacances ne trompent ni l'immense majorité des enseignants, ni l'immense majorité des parents.

La mobilisation est d'ores et déjà engagée pour défendre l'Ecole laïque et le statut de ses maîtres.

Force Ouvrière fera valoir les revendications des écoles et mettre tout en œuvre pour que la rentrée prochaine soit conforme aux intérêts des élèves et des enseignants.

Martine DUPUY.